

NOTE D'INFORMATION

Renforcer l'enseignement et la formation professionnels pour améliorer la vie des citoyens

Les priorités européennes communes pour la formation ont eu un impact positif. Il est temps de passer à des niveaux de mise en œuvre utiles pour les individus et les entreprises.

Lors du lancement du processus de Copenhague pour la coopération européenne dans l'EFP en 2002, (encadré 1), les défis actuellement posés à l'enseignement et à la formation professionnels (EFP) étaient imprévisibles. Le communiqué de Bruges, adopté en décembre 2010, a défini la stratégie pour l'EFP en Europe au moment où les effets de la crise économique commençaient à peine à se faire sentir. L'EFP est alors apparu comme un moyen d'enrayer la hausse du chômage en renforçant l'employabilité. Environ la moitié des emplois en Europe exigent des qualifications de niveau moyen, souvent acquises via l'EFP

Encadré 1. Processus de Copenhague et communiqué de Bruges

Le processus de Copenhague, lancé en 2002, coordonne le soutien technique et politique à la coopération volontaire concernant les objectifs, priorités et niveaux de référence communs pour l'EFP.

Il réunit la Commission européenne, les pays participants (28 États membres de l'UE, Norvège, Islande et pays candidats) et les partenaires sociaux européens.

Les progrès sont régulièrement évalués et les orientations politiques sont définies par une série de communiqués, dont le dernier, adopté à Bruges en décembre 2010, reprend les objectifs du cadre «Éducation et formation 2020»:

- améliorer l'attractivité et la pertinence de l'EFP et renforcer sa qualité et son efficacité;
- faire de l'éducation et de la formation tout au long de la vie et de la mobilité une réalité dans l'EFP;
- encourager la créativité, l'innovation et l'esprit d'entreprise dans l'EFP;
- ouvrir l'EFP à tous.

Pour servir ces objectifs stratégiques, le communiqué de Bruges est assorti d'un ensemble d'actions («objectifs à court terme»), que les pays participants se sont employés à mettre en œuvre au cours de la période 2011-2014.

Le dernier rapport de suivi du Cedefop, intitulé *Stronger VET for better lives* ⁽¹⁾, montre que le processus de Copenhague et le communiqué de Bruges ont eu un impact sur les politiques et stratégies nationales d'EFP dans tous les pays (figure 1). Cet impact diffère selon la situation de départ dans chacun d'eux; il est moindre dans les pays dotés d'une solide tradition d'EFP, mais même ceux-ci reconnaissent que Bruges a stimulé la coopération et l'apprentissage politique.

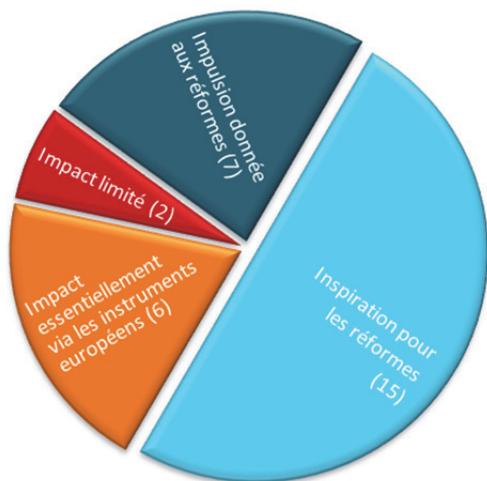
Interrogés sur les principaux changements nationaux opérés dans leur politique stratégique d'EFP depuis 2010, 23 pays signalent en premier lieu une amélioration des systèmes, à savoir des changements législatifs ou politiques visant à adapter les programmes, filières et certifications déjà en place ou à en introduire de nouveaux (figure 2). Parmi les priorités mentionnées figurent aussi l'amélioration de la qualité et de l'attractivité de l'EFP. Les pays ont hiérarchisé leurs priorités, certains en choisissant, parmi les thèmes listés dans le communiqué de Bruges, les plus pertinents par rapport à leur propre situation.

La figure 3 montre l'envergure de ces activités et la diversité des situations de départ. Tous les pays se sont très activement employés à réformer leur système d'EFP. Des pays tels que l'Allemagne, la Finlande, le Luxembourg, les Pays-Bas, Malte, l'Autriche et le Royaume-Uni, malgré leur net avantage de départ lors de l'adoption du communiqué de Bruges, ont depuis procédé à des adaptations ou pris de nouvelles mesures. D'autres, comme la Bulgarie, l'Estonie, la Grèce, la Croatie, le Portugal, la Pologne et la Roumanie, ont quelque peu rattrapé le retard initial qu'ils accusaient en 2010. Le rapport du Cedefop

⁽¹⁾ Cedefop (2015). *Stronger VET for better lives: Cedefop's monitoring report on vocational education and training policies 2010-14* [Renforcer l'EFP pour améliorer la vie des citoyens: rapport de suivi du Cedefop sur les politiques d'EFP au cours de la période 2010-2014]. Luxembourg: Publications Office. Cedefop reference series.

classe les pays en fonction de quatre dynamiques de réforme: développement continu, développement précoce, mise en œuvre récente et développement modeste. Toutes ces activités visent à progresser sur la voie de quatre objectifs stratégiques, examinés ci-après.

Figure 1. **Effets du processus de Copenhague/Bruges sur les politiques et stratégies nationales d'EFPP (nombre de pays)**



Source: Cedefop.

Améliorer l'attractivité et la pertinence de l'EFPP et stimuler la qualité et l'efficacité

Confirmant une tendance amorcée avant 2010, les pays ont fait de gros efforts pour faire de l'EFPP une solution d'apprentissage plus attractive. La reconnaissance croissante du potentiel de la formation par le travail pour améliorer l'efficacité du marché du travail s'est traduite par un renouveau de la formation en apprentissage. Plusieurs pays, y compris ceux dotés de programmes solidement établis, mettent en place des dispositifs de ce type ou étendent les dispositifs existants. En Italie, par exemple, le système de formation en apprentissage propose désormais des programmes conduisant à un diplôme de l'enseignement supérieur, doctorat inclus. Au Royaume-Uni, ce type de formation, y compris dans les domaines du droit et de la comptabilité, est de plus en plus proposé comme voie d'accès aux professions des services autre que la voie universitaire. De même, en Suède, le système d'EFPP par l'école encourage désormais la formation en apprentissage.

Les pays recourent à divers moyens pour promouvoir l'EFPP. La Bulgarie, par exemple, organise un salon annuel pour faire connaître les filières de l'EFPP, qui est l'occasion pour les apprenants de démontrer leurs compétences lors de concours et pour les entreprises de recruter les meilleurs concurrents. L'Estonie combine événements de sensibilisation à l'EFPP dans des supermarchés et actions promotionnelles à la télévision, dans les médias sociaux et sous la forme de jeux interactifs. Depuis 2009, les Pays-Bas se sont dotés d'un service en ligne de recherche de stages, qui comporte des

liens vers les médias sociaux et une application pour ordiphones. Quelque 72 % des apprenants inscrits dans les programmes d'EFPP par l'école préparant aux métiers du commerce utilisent ce site internet pour trouver un stage pratique.

Le développement de la formation par le travail a renforcé la coopération entre acteurs de l'EFPP et de l'emploi. Cela étant, on pourrait faire plus pour garantir la qualité de ce type de formation, promouvoir l'EFPP au niveau obligatoire et améliorer les compétences de base.

Faire de l'éducation et de la formation tout au long de la vie et de la mobilité une réalité dans l'EFPP

Face au fort taux de chômage des jeunes, les actions en faveur de l'éducation et de la formation des adultes et de la mobilité ont perdu leur caractère prioritaire. L'Espagne a en revanche mis en place des dispositifs de formation en apprentissage, et conclu des accords bilatéraux de stages à l'étranger avec l'Allemagne, le Portugal et le Royaume-Uni.

Le développement des cadres nationaux de certifications (CNC) reliés au Cadre européen des certifications (CEC) a conduit à des réformes de grande envergure. Ce qui n'était initialement qu'un processus propre à l'EFPP, visant à soutenir la mobilité en facilitant la compréhension et la comparaison des certifications entre pays, est devenu un catalyseur pour améliorer l'accès à l'enseignement et à la formation et offrir des parcours personnalisés, transversaux aux différents secteurs éducatifs, y compris l'enseignement supérieur.

Bien qu'ils ne soient qu'en phase initiale de mise en œuvre, les CNC sont de plus en plus utilisés comme références pour réviser les certifications ou en développer de nouvelles et moderniser les curricula. Les CNC ont également soutenu le travail sur les systèmes de validation de l'apprentissage non formel et informel. En France, par exemple, la validation des acquis de l'expérience facilite depuis longtemps l'accès à l'EFPP de niveau supérieur. Pour autant, rares sont les pays qui se sont dotés de stratégies globales de validation de l'apprentissage non formel et

Figure 2. **Priorités des réformes politiques de l'EFPP en 2010-2014 (nombre de pays)**



Source: Cedefop.

informel, et les individus qui pourraient le plus en bénéficier sont les moins informés de ces possibilités.

En matière d'orientation, les tendances sont d'encourager la participation à l'EFP et d'aider les individus à gérer leur transition vers l'emploi. La Lettonie a entrepris de mettre en place un système d'orientation tout au long de la vie. La Slovaquie envisage de créer un forum national pour la politique d'orientation. La Lituanie a introduit de nouveaux référentiels et méthodes pour l'orientation des adultes au chômage, révisé les profils professionnels des conseillers d'orientation et établi un cadre national pour les compétences en gestion de carrière.

Même s'il ne s'agit pas explicitement d'un objectif du communiqué de Bruges, certains pays s'emploient à améliorer les possibilités de développement professionnel des enseignants et formateurs de l'EFP. En Espagne, les formateurs de l'EFP intervenant auprès des adultes sont désormais tenus d'avoir suivi une formation formelle à cet effet. Malte et la Slovaquie ont développé des programmes de formation continue modularisés pour les formateurs de l'EFP continu, afin qu'ils puissent prévenir le décrochage des apprenants.

Encourager la créativité, l'innovation et l'esprit d'entreprise dans l'EFP

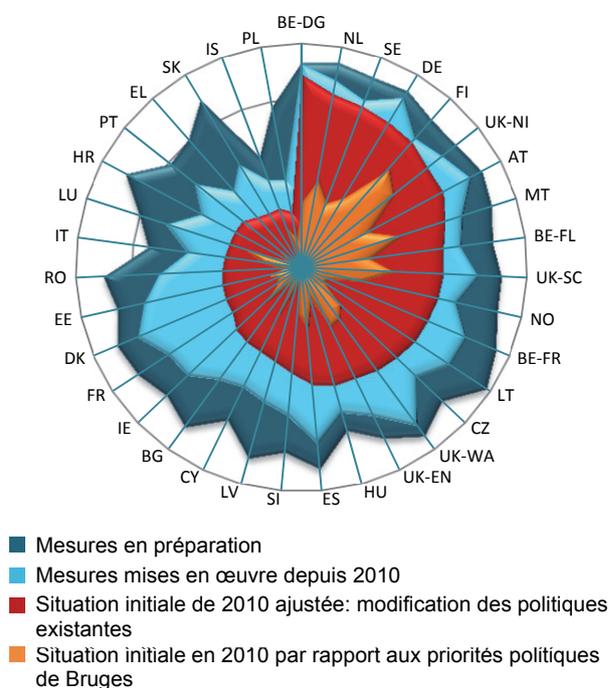
Les partenariats pour la créativité et l'innovation se développent, bien que lentement. La Roumanie, par exemple, s'est dotée d'une plate-forme de partage des connaissances reliant éducation et monde du travail afin de promouvoir l'innovation en encourageant les partenariats. Cette initiative a permis de mettre en place 16 pôles d'innovation sectoriels associant des prestataires d'EFP. De même, la France a entrepris de créer des campus associant prestataires d'EFP, entreprises et centres de recherche dans des secteurs présentant un potentiel d'innovation et de création d'emplois.

Les réseaux et partenariats entre prestataires et entreprises pour promouvoir l'utilisation de technologies efficaces et de qualité ne sont pas encore monnaie courante, mais plusieurs pays organisent des concours visant à stimuler l'innovation. En Hongrie, par exemple, les gagnants de concours nationaux sont dispensés de certaines épreuves d'examen ou de certaines conditions d'admission dans l'enseignement supérieur. La République tchèque organise un concours national de méthodes et supports d'enseignement innovants.

L'esprit d'entreprise devient un principe fondamental de l'EFP, et les interactions entre EFP et entreprises s'élargissent. Dans des pays comme le Danemark, l'Estonie, la France, la Norvège, la Pologne, la Roumanie, l'Espagne et la Slovaquie, la formation à l'esprit d'entreprise constitue désormais un module ou une matière des programmes d'EFP, mais il conviendrait de renforcer l'aide apportée aux candidats entrepreneurs. De même, il faut davantage aider les enseignants et formateurs de l'EFP à acquérir des compétences dans le domaine de l'entrepreneuriat. Certains pays, tels l'Allemagne, l'Irlande, la Norvège, le Portugal, la Slovaquie et la Slovaquie ont mis en place des cours de formation pour les enseignants, afin qu'ils introduisent l'esprit d'entreprise

dans leurs classes sous la forme de modules d'apprentissage électronique et de jeux d'entreprise.

Figure 3. Dynamiques des réformes politiques de l'EFP en 2010-2014 (pays)



NB: La Belgique est divisée en trois communautés: Communauté flamande (BE-FL), Communauté française (BE-FR) et Communauté germanophone (BE-DG). Le Royaume-Uni comprend quatre entités: Angleterre (UK-EN), Écosse (UK-SC), pays de Galles (UK-WA) et Irlande du Nord (UK-NI).

Source: Cedefop.

Ouvrir l'EFP à tous

L'ouverture de l'EFP, initial et continu, compte indubitablement parmi les priorités nationales de premier plan.

Les mesures en faveur des groupes à risque, comme les individus faiblement qualifiés et les sortants précoces du système scolaire, sont plus nombreuses mais aussi plus globales. La Bulgarie, par exemple, a adopté une stratégie nationale et la Belgique (Communauté flamande) un plan d'action pour prévenir et réduire la sortie précoce du système d'éducation et de formation. Dans des pays comme l'Estonie, la Croatie, Chypre, la Lituanie et la Roumanie, toutes les stratégies d'apprentissage tout au long de la vie comportent des mesures en faveur des divers groupes à risque. L'Allemagne a lancé des initiatives visant à développer les compétences en lecture et écriture et les compétences de base liées à l'emploi des personnes peu ou pas qualifiées.

Les mesures incitatives pour les apprenants, les entreprises et les établissements d'EFP ont de plus en plus souvent pour objet d'aider les groupes à risque. L'Islande et les Pays-Bas, par exemple, ont accru les fonds destinés à prévenir le décrochage des élèves à risque. Les incitations peuvent également être liées aux résultats. En Irlande, les

aides financières aux prestataires de formation qui accueillent des chômeurs de longue durée sont versées par tranches, afin d'encourager l'achèvement des cours. Au Royaume-Uni (Angleterre), 10 % du coût d'une formation peut être versé à un prestataire si l'apprenant trouve un emploi à l'issue de la formation.

L'UE est en passe d'atteindre son objectif de ramener à 10 % ou moins le taux moyen de décrochage scolaire d'ici à 2020. En outre, s'il convient d'accroître les investissements pour offrir aux bas niveaux de qualification et autres groupes à risque davantage de possibilités de formation adaptées à leurs besoins concrets, ces groupes participent désormais davantage à la formation. Néanmoins, la participation globale des adultes à l'éducation et à la formation tout au long de la vie n'a pas progressé autant qu'espéré; la plupart des pays n'ont pas encore atteint l'objectif d'au moins 15 % que s'est fixé l'UE dans ce domaine pour 2020.

Le potentiel des technologies de l'information et de la communication (TIC) pour aider les groupes à risque à apprendre n'a pas été pleinement exploité, mais des progrès ont été faits. Au Luxembourg, par exemple, le programme «Internet pour tous» vise à lutter contre l'exclusion numérique en élargissant l'accès et en formant à l'utilisation de l'internet. L'Autriche et la Slovaquie se préoccupent des besoins en TIC des apprenants plus âgés, tandis que le Royaume-Uni encourage l'utilisation et la production de ressources éducatives libres.

S'agissant du suivi des groupes à risque dans l'EFP afin de mieux ajuster l'offre à leurs besoins, les progrès sont limités, en dépit des efforts de certains pays. En République tchèque, par exemple, ce suivi aboutit à la mise en place de cours de rattrapage dans l'EFP et fournit aux conseillers, enseignants et psychologues une base pour ajuster leurs interventions. L'Irlande a mis au point un nouveau modèle de profilage pour cibler les mesures d'activation dans l'EFP sur les groupes les plus exposés au chômage de longue durée, en leur réservant un accès prioritaire et un soutien plus intensif.

Poursuivre les réformes pour servir les citoyens

Les réformes des systèmes d'EFP engagées dans le cadre volontaire du processus de Copenhague et du communiqué de Bruges ont renforcé l'EFP en Europe. Le regain d'intérêt pour les dispositifs de formation par le travail, dont l'apprentissage, est manifeste. Les CNC encouragent les réformes des systèmes. La validation de l'apprentissage non formel et informel progresse lentement. L'ouverture de l'EFP, par une attention renouvelée aux bas niveaux de qualification et autres groupes à risque, fait l'objet d'une priorité croissante. Il s'agit là de signes positifs mais, comme toujours, des améliorations sont nécessaires (encadré 2).

L'apprentissage politique peut aider les pays engagés dans des réformes de leur système d'EFP. Une coopération étroite, à l'instar de celle qui est à l'œuvre à travers l'Alliance européenne pour l'apprentissage ou l'utilisation

des instruments européens, y contribuera. Toutefois, l'EFP ne saurait être appréhendé en vase clos; il fait partie intégrante du système d'éducation et de formation d'un pays et de son tissu économique et social. Il importe de faire en sorte que l'EFP améliore réellement la vie des citoyens, de les aider à construire des carrières gratifiantes et de leur assurer une qualité de vie décente, mais il importe aussi que les entreprises développent les compétences nécessaires à l'excellence économique et à la compétitivité. Pour mettre à profit les réformes menées à ce jour, les citoyens et les entreprises doivent en être informés. Cela passe par de meilleures stratégies de communication, afin de mieux faire connaître aux citoyens et aux entreprises les bénéfices potentiels de l'EFP.

Encadré 2. Les défis à relever

L'ajustement aux besoins du marché du travail et la résorption des inadéquations de compétences exigent des possibilités d'enseignement et de formation souples, transversales aux différents types et niveaux d'apprentissage, et ce tout au long de la vie.

Les défis sont les suivants: assurer le financement de l'EFP, consolider un dialogue structuré entre autorités éducatives et partenaires sociaux, coopérer avec les niveaux d'enseignement primaire et secondaire afin de garantir que les compétences de base acquises constituent une passerelle vers l'EFP, encourager la coopération entre services d'orientation et entreprises, mieux utiliser les données sur les transitions et sur le devenir professionnel pour améliorer la pertinence de l'offre d'EFP, assurer la synergie entre les divers instruments européens pour aider les individus à progresser dans leur apprentissage et leur parcours professionnel, élargir l'offre de développement professionnel dont disposent les enseignants et formateurs de l'EFP et enfin, mieux faire comprendre la dynamique d'innovation, d'esprit d'entreprise et d'excellence économique dont est porteur l'EFP, à tous les niveaux.



Note d'information – 9096 FR

Cat. No: TI-BB-15-002-FR-N

ISBN 978-92-896-1735-2, doi: 10.2801/271575

Copyright © Centre européen pour le développement de la formation professionnelle (Cedefop), 2015

Tous droits réservés.

Les notes d'information sont publiées en allemand, anglais, espagnol, français, grec, italien, polonais et portugais, ainsi que dans la langue du pays assurant la Présidence de l'Union Européenne. Pour les recevoir régulièrement, envoyez-nous un courriel à l'adresse suivante: briefingnotes@cedefop.europa.eu

D'autres notes d'information et publications du Cedefop sont disponibles à l'adresse suivante: <http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications.aspx>

Boîte Postale 22427, 55102 Thessalonique, Grèce

Europe 123, 57001 Thessalonique, Grèce

Tél. +30 2310490111, Fax +30 2310490020

Courriel: info@cedefop.europa.eu

visit our portal www.cedefop.europa.eu